



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le mercredi 23 août 2006**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

#### Indicateurs avancés, juillet 2006

2

L'indice composite a progressé de 0,2 % en juillet, à la suite de l'augmentation révisée à la hausse de 0,3 % enregistrée en juin. La croissance s'est encore poursuivie, grâce aux composantes liées aux dépenses des consommateurs, tandis que le logement et les marchés boursiers ont connu un nouvel élan après leur marasme du printemps, eux qui avaient été les principaux facteurs à l'origine de la croissance au début de l'année.

Étude : Ces femmes qui sont le principal soutien de famille, 2003

4

Étude : Le temps perdu en raison d'arrêts de travail, 2005

5

Produits pétroliers raffinés, juin 2006

6

---

#### Nouveaux produits

7

---



## Communiqués

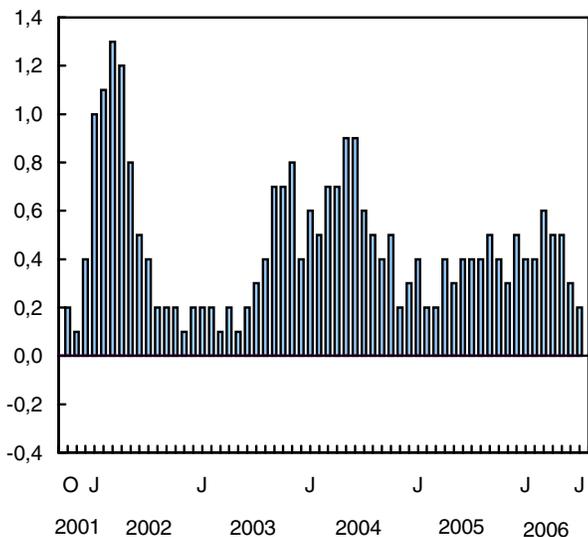
### Indicateurs avancés

Juillet 2006

L'indice composite a progressé de 0,2 % en juillet, à la suite de l'augmentation révisée à la hausse de 0,3 % enregistrée en juin. La croissance s'est encore poursuivie, grâce aux composantes liées aux dépenses des consommateurs, tandis que le logement et les marchés boursiers ont connu un nouvel élan après leur marasme du printemps, eux qui avaient été les principaux facteurs à l'origine de la croissance au début de l'année. Le ralentissement aux États-Unis a partiellement atténué ces hausses et a fait s'accroître la diminution des commandes de biens manufacturés au Canada.

#### Indicateur avancé composite

Variations lissées en %



Les ventes de meubles et d'appareils ménagers (+1,0 %) et celles d'autres biens durables (+0,9 %) ont affiché les hausses les plus élevées parmi les 10 composantes de l'indice composite. Le nombre plus grand de mises en chantier a contribué au redressement de l'indice du logement. Le rythme

des mises en chantier au cours de la première moitié de l'année a dépassé celui de l'année dernière, ce qui a constitué un fort contraste avec la situation aux États-Unis.

Au cours de l'été, le marché boursier a connu une reprise. La demande accrue de services aux entreprises a également contribué à faire grimper la composante de l'emploi dans les services.

L'indicateur avancé des États-Unis a fléchi de 0,2 %. Cette baisse est survenue à la suite d'une diminution de 0,1 % le mois précédent et suggère que la croissance lente de l'économie, qui était déjà apparente au deuxième trimestre, se poursuit. Le recul du secteur du logement a plus que compensé la reprise de la demande industrielle et des exportations.

Le nombre moins grand de livraisons à destination des États-Unis a continué de freiner l'activité manufacturière au Canada. Les nouvelles commandes ont été particulièrement faibles, ayant été en baisse de 0,9 %, soit leur fléchissement le plus important depuis le début de 2003. Le ratio des livraisons aux stocks est demeuré inchangé, grâce aux entreprises qui ont réagi rapidement à la situation en réduisant la production en réponse à la chute des livraisons.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 377-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1601.**

Une analyse plus détaillée des composantes est accessible en ligne. Pour obtenir plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro d'août 2006 de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 8 (11-010-XIB, gratuit), qui est maintenant disponible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est également en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au 613-951-3627 ou avec Philip Cross au 613-951-9162 ([oc@statcan.ca](mailto:oc@statcan.ca)), Groupe de l'analyse de conjoncture. □

**Indicateurs avancés**

	Février 2006	Mars 2006	Avril 2006	Mai 2006	Juin 2006	Juillet 2006	Dernier mois de données disponibles var. en %
<b>Indicateur avancé composite (1992=100)</b>	<b>211,9</b>	<b>213,2</b>	<b>214,2</b>	<b>215,3</b>	<b>216,0</b>	<b>216,5</b>	<b>0,2</b>
Indice du logement (1992=100) <sup>1</sup>	146,7	150,1	149,1	148,8	146,8	144,9	-1,3
Emploi dans les services aux personnes et aux entreprises (en milliers)	2 684	2 687	2 690	2 702	2 705	2 715	0,4
Indice du cours des actions S&P/TSX (1975=1 000)	11 223	11 568	11 844	11 939	11 872	11 901	0,2
Offre de monnaie, M1 (millions de dollars de 1992) <sup>2</sup>	142 883	144 758	146 150	147 327	148 998	150 019	0,7
Indice avancé des États-Unis du Conference Board (1992=100) <sup>3</sup>	126,5	126,9	127,3	127,4	127,3	127,1	-0,2
<b>Fabrication</b>							
Heures hebdomadaires moyennes de travail	38,1	38,0	37,9	37,9	37,9	38,0	0,3
Nouvelles commandes de biens durables (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	26 906	26 908	27 055	27 380	27 328	27 071	-0,9
Ratio des livraisons aux stocks de produits finis <sup>4</sup>	1,86	1,87	1,87	1,86	1,86	1,86	0,00 <sup>5</sup>
<b>Commerce de détail</b>							
Meubles et articles ménagers (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	2 346	2 391	2 428	2 460	2 496	2 522	1,0
Ventes d'autres biens durables (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	8 058	8 073	8 181	8 281	8 360	8 436	0,9
<b>Indicateur avancé composite non lissé</b>	<b>214,9</b>	<b>215,5</b>	<b>215,2</b>	<b>217,2</b>	<b>217,2</b>	<b>217,7</b>	<b>0,2</b>

1. Indice composite des mises en chantier de logements (unités) et des ventes de maisons (service inter-agences).
2. Données obtenues après déflation par l'Indice des prix à la consommation.
3. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le mois précédent.
4. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le deuxième mois avant.
5. Différence par rapport au mois précédent.



## Étude : Ces femmes qui sont le principal soutien de famille

2003

Selon une nouvelle étude, l'augmentation considérable du nombre de couples à deux soutiens au cours des quatre dernières décennies s'est accompagnée d'une hausse tout aussi importante du nombre de femmes qui sont le principal soutien de famille.

On estime à 11 % le pourcentage de femmes dont le revenu d'emploi était supérieur à celui de leur mari en 1967. En 2003, ce pourcentage a presque triplé pour atteindre 29 %.

Selon cette étude publiée aujourd'hui dans l'édition en ligne d'août de *L'emploi et le revenu en perspective*, des 4,7 millions de couples à deux soutiens en 2003, la femme était le principal soutien de famille de près de 1,4 million d'entre eux.

Toutefois, si le revenu d'emploi de ces femmes principaux soutiens était deux fois supérieur à celui de leur mari en 2003, ce revenu était tout de même inférieur à celui des maris qui étaient le principal soutien de famille.

En moyenne, le revenu d'emploi des femmes principaux soutiens s'élevait à 41 200 \$ en 2003, ce qui était nettement inférieur au revenu de leurs homologues masculins, à savoir 57 800 \$. Le revenu d'emploi moyen des maris qui étaient soutiens secondaires s'élevait à 21 300 \$.

En général, le revenu des femmes principaux soutiens était inférieur à celui des maris principaux soutiens, et ce, dans chacune des catégories professionnelles examinées dans cette étude. Par exemple, le revenu des femmes principaux soutiens occupant des postes de gestion et des emplois professionnels se situait à 68 000 \$ en moyenne par année, tandis que celui de leurs homologues masculins se chiffrait à 83 000 \$.

Le revenu familial moyen des femmes principaux soutiens était aussi inférieur à celui des maris principaux soutiens. Les revenus des familles au sein desquelles la femme était le principal soutien se sont élevés en moyenne à 74 000 \$ en 2003, comparativement à 86 000 \$ dans les familles où le mari était le principal soutien.

Le régime fiscal a permis de rétrécir une partie de cet écart, entraînant un revenu après impôt de 61 000 \$ pour les familles dans lesquelles la femme était le principal soutien, contre 69 000 \$ pour les familles dans lesquelles le mari était le principal soutien.

En outre, la part des femmes principaux soutiens dans le revenu familial était en moyenne inférieure à

celle des maris principaux soutiens. En effet, leur revenu d'emploi ne représentait qu'un peu plus de la moitié de leur revenu familial, tandis que le revenu d'emploi des maris principaux soutiens constituait les deux tiers du revenu familial.

Dans près des deux tiers des couples où la femme était le principal soutien, celle-ci touchait un revenu qui était plus de deux fois supérieur à celui de son mari. Environ un quart seulement des femmes principaux soutiens touchaient moins de 50 % de plus que leurs maris.

Toutefois, le ratio de leur revenu d'emploi à celui de leur mari est resté en moyenne relativement statique depuis 1994.

Cette étude, pour laquelle des données provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu ont été utilisées, a montré que les femmes principaux soutiens diffèrent à plusieurs égards des autres épouses qui travaillent. Elles sont légèrement plus âgées, et généralement plus instruites que les épouses soutiens secondaires et les maris principaux soutiens.

En 2003, 30 % des femmes principaux soutiens avaient un diplôme universitaire, comparativement à 21 % des femmes soutiens secondaires et à 25 % des maris principaux soutiens.

Comme elles sont plus instruites, les femmes principaux soutiens ont été plus nombreuses dans les emplois bien rémunérés. En 2003, 40 % d'entre elles occupaient des postes de gestion et des emplois professionnels, comparativement à seulement 26 % des femmes soutiens secondaires.

Les femmes principaux soutiens sont généralement aussi plus nombreuses à occuper un emploi à temps plein, à travailler plus d'heures rémunérées par semaine et à avoir plus d'années d'expérience, autant de caractéristiques qui sont associées à un revenu d'emploi plus élevé.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.

L'article intitulé «Ces femmes qui sont le principal soutien de famille» figure dans le numéro en ligne d'août 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, n° 8 (75-001-XIF, gratuit), qui est disponible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lahouaria Yssaad au 613-951-0627 ([lahouaria.yssaad@statcan.ca](mailto:lahouaria.yssaad@statcan.ca)), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

## Étude : Le temps perdu en raison d'arrêts de travail 2005

Selon une nouvelle étude des tendances des arrêts de travail, les entreprises et les administrations publiques canadiennes ont enregistré en 2005 le nombre le plus élevé de jours de travail perdus à la suite de grèves et de lock-out en 15 ans.

Selon cette étude, qui a été publiée dans l'édition en ligne d'août 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, les relations de travail se sont détériorées dans plusieurs grandes entreprises, entraînant une augmentation importante du temps perdu en raison d'arrêts de travail.

À partir des données tirées de l'Enquête sur la population active et de renseignements recueillis par Ressources humaines et Développement social Canada, cette étude examine les tendances des arrêts de travail au cours des 25 dernières années.

Le nombre de conflits de travail qui ont commencé l'an dernier est resté inchangé par rapport à 2004 et n'est que légèrement plus élevé que ceux enregistrés en 2002 et en 2003. Par contre, l'effectif des travailleurs concernés par ces conflits, le nombre total de jours de travail perdus et le ratio de temps perdu ont tous fortement augmenté.

En 2005, on a estimé à 4,1 millions le nombre de jours perdus en raison de conflits de travail, soit près de deux fois et demie le chiffre enregistré en 2003 et le plus haut niveau observé depuis 1990, l'année où près de 5,1 millions de jours de travail ont été perdus.

On estime à 429 000 l'effectif des travailleurs qui ont été touchés par les 261 arrêts de travail déclenchés l'an dernier, ce qui représente cinq fois plus que l'effectif de 81 000 enregistré en 2003 et le plus haut niveau observé depuis 1989.

Le ratio de temps perdu, c'est-à-dire le nombre de jours de travail perdus pour 1 000 employés, permet d'effectuer des comparaisons plus judicieuses des statistiques annuelles sur les arrêts de travail. En 2005, les entreprises canadiennes ont perdu 301 jours de travail pour 1 000 employés, soit plus que le double du niveau enregistré en 2003 et le plus haut niveau connu depuis 1997.

Toutefois, le ratio de temps perdu, qui neutralise l'effet de l'augmentation du nombre d'employés, révèle une tendance globale à la baisse : d'une moyenne annuelle de 541 jours de travail perdus pour 1 000 employés dans les années 1980 à 233 dans les années 1990, puis à 203 dans les années 2000.

La hausse du nombre de jours de travail perdus au cours des deux dernières années peut s'expliquer en partie par l'augmentation du nombre de travailleurs

touchés (puisque les conflits récents ont mis en cause des syndicats relativement grands) ainsi que par certains arrêts de travail de longue durée. Citons, à titre d'exemple, les arrêts de travail prolongés survenus l'an dernier et qui ont touché quelques grands syndicats.

Entre 2003 et 2005, les syndicats ont été à l'origine d'environ 84 % des 743 arrêts de travail déclenchés et de 87 % des 9,1 millions de jours de travail perdus, le reste ayant été attribuable aux employeurs.

Le Québec, qui est la province affichant la syndicalisation la plus élevée, a enregistré la plus forte proportion de grèves et de lock-out (45 % ou 336), suivi de l'Ontario (31 % ou 230).

Près de 3 grèves et lock-out sur 10 (29 %) sont survenus dans le secteur de la fabrication, suivi du secteur de l'éducation, de la santé et des services sociaux (21 %).

Les industries de l'information et de la culture n'ont enregistré que 2 % des grèves et des lock-out, mais près du quart des jours de travail perdus. Une longue grève mettant en cause quelques grands syndicats a entraîné un nombre élevé de jours de travail perdus dans ce secteur.

Des proportions relativement élevées de jours de travail perdus ont aussi été enregistrées dans le secteur de la fabrication (17 %), dans celui de l'éducation, de la santé et des services sociaux (16 %) et dans l'administration publique (17 %).

Les salaires ont constitué la principale cause d'environ la moitié des arrêts de travail déclenchés entre 2003 et 2005. Le manque de confiance dans la volonté de négociation de la partie adverse a été évoqué dans environ un tiers des arrêts de travail.

Les trois quarts des arrêts de travail ont été réglés à la suite d'une entente entre les parties adverses, avec ou sans l'aide d'une tierce partie. Seulement quelques arrêts de travail ont fait l'objet d'une loi spéciale ou d'une injonction d'un tribunal, ou se sont soldés par la fermeture de l'usine.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

L'article intitulé «Des arrêts de travail accrus» figure dans le numéro en ligne d'août 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, n° 8 (75-001-XIF, gratuit), qui est disponible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lahouaria Yssaad au 613-951-0627 ([lahouaria.yssaad@statcan.ca](mailto:lahouaria.yssaad@statcan.ca)), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

---

## Produits pétroliers raffinés

Juin 2006 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les données de juin sur la production, les stocks et les ventes intérieures des produits pétroliers raffinés. D'autres données choisies sur ces produits sont aussi disponibles.

## Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 ([energ@statcan.ca](mailto:energ@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Nouveaux produits

L'emploi et le revenu en perspective, vol. 7, n° 8  
Numéro au catalogue : 75-001-XIF  
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

catalogue 1 - 1001F (anglais) 11 (2015) (50-0000401)



Le jeudi 8 juin 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au foyer de la croissance de la demande et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises combinée en 1996 a été suivie encore une fois d'un ralentissement. 5

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aligner les données, section sur l'emploi le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

Statistique Canada / Statistiska Canada

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.